

Politique | Budget 2019 de la Région Nouvelle-Aquitaine : questions autour du budget de l'écologie et du plan d'urgence



Le vendredi 3 juillet 2020, s'est tenue à l'hôtel de région l'assemblée plénière qui devait statuer, entre autres, sur la gestion du budget 2019. Avec le budget principal et le budget annexe «?Agence régionale de l'innovation?», les conseillers régionaux ont aussi voté les fonds européens et un budget annexe de frais supplémentaires, découlant de la crise du Covid-19.

En plus d'une attention particulière adressée aux maires élus, Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, a tenu à rappeler le contexte de cette plénière, au sortir de la crise du coronavirus : «?Il y a, pour la région, un risque de décrochage technologique et nous devons donc réfléchir à la manière dont on peut accueillir la transition écologique tout en garantissant l'emploi?». Comme pistes de sortie de crise, le président suggère de se tourner vers les secteurs d'avenir, parmi lesquels celui des médicaments et de l'électronique, «?trop souvent délocalisé dans d'autres pays?», juge-t-il. Toujours selon son président, la région Nouvelle-Aquitaine a un rôle à jouer et elle doit, «?mobiliser ses forces?». Elle peut en effet s'appuyer selon les dires d'Alain Rousset sur une bonne santé économique, un atout de choix pour lutter contre les conséquences du Covid-19 sur le territoire.

Le budget de l'écologie agace l'opposition de droite

Pour Nathalie le Guen, conseillère régionale Divers Droite, la question du budget de 2019 ne nécessite pas, «?que l'on s'attarde sur les comptes?» juge-t-elle, mais elle est en revanche plus sceptique sur la question du bilan de la feuille de route de Néo-terra : «?Certains ont peur de l'avenir, il ne faut pas transformer le combat écologique en une religion politique. Les Français ne veulent pas qu'on leur dise quoi faire?». Le son de cloche est le même du côté de Jacques Colombier, conseiller régional du Rassemblement national qui juge pour sa part qu'il ne faut pas se fier à cette «?vaguelette verte?» tout en fustigeant les annonces récentes du nouveau maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, à qui il prête des intentions d'interdiction totale de la voiture à Bordeaux. Pour certains élus, la question de la répartition du budget est surtout l'occasion d'évoquer le poids économique de la feuille de route de Néo-Terra qui représente 40 % du budget total.

La question autour de la crise et de ses conséquences financières directes sur le territoire et les comptes de la

Nouvelle-Aquitaine, interroge les conseillers réunis autour du président de la région. Matthias Fekl, conseiller régional PS, est le premier à prendre la parole sur ce sujet : «?Il y a beaucoup d'inquiétudes face à la crise et notamment sur les conséquences inédites pour l'économie?». Le conseiller se permet toutefois une pensée plus positive, au regard des résultats comptables de l'année passée, qui peuvent selon lui, permettre une intervention efficace de la région. Andréa Brouille, vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, déléguée aux finances et au budget, confirme la bonne santé financière de la région: «?Nous avons des résultats très positifs avec un taux de réalisation de 96,8 %, l'investissement sur le territoire grimpe de 6,4 % pour monter à 29 % du budget global?», annonce la vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. Avec un budget total de 2,8 milliards d'euros, la région peut se targuer de disposer d'un pouvoir d'action majeur sur le territoire.

Un bilan nuancé et un plan d'urgence qui fait débat

Jean-Marc de Lacoste-Lareymondie, conseiller du Rassemblement national, trouve-lui aussi comme ses partenaires politiques, des lacunes à la gestion du budget décidée par la région. Cette critique s'accompagne d'une remise en question du virage écologique régional, «?cette lubie écolo coute très cher au contribuable de Nouvelle-Aquitaine?», clame-t-il. Le reste de l'opposition reste pour sa part plus mesurée en constatant un certain nombre de réussites, Pascale Requenna, conseillère régionale présidente du groupe centriste, pour sa part, nuance ce bilan : «?Les résultats de 2019 sont un peu dépassés par l'ampleur de ce que l'on vit cette année, mais on peut constater un effort en termes de réalisation budgétaire?», reconnaît la conseillère, tout en rappelant cependant que, «?l'épargne brute a augmenté, mais est encore en dessous de 20 %?».

Au-delà du budget global, c'est bien le budget exceptionnel qui découle du plan d'urgence voté par la région en avril, qui cristallise une grande partie des critiques de l'opposition. Un nouvel emprunt a même été évoqué pour un montant de 48,1 millions d'euros, afin de redonner de l'allant au budget régional affecté par la crise. «?Nous avons les meilleures conditions pour réussir à affronter la crise, mais nous n'avons pas réussi à inverser la hausse des dépenses, nous aurions dû être plus volontaristes?», estime Olivier Chartier, conseiller régional Les Républicains. Certains conseillers évoquent même la possibilité de réduction d'effectifs afin d'alléger les frais de fonctionnement, idée que le président va balayer de quelques mots. Il va d'ailleurs se défendre ardemment des critiques qui lui sont opposées sur la gestion de la région?; «?ces remarques on les entend depuis des années, on ne peut pas me dire que je n'ai pas tenu les finances et que je ne les ai pas systématiquement améliorées?». Un constat partagé par une partie de l'opposition qui va même plus loin en misant sur une anticipation budgétaire pas forcément nécessaire.

Clément Bordenave

Crédit Photo : Aqui.fr

Publié sur aqui.fr le 07/07/2020

[Url de cet article](#)